

TAYSIR BATNIJI OU LE DESEXIL DE L'EXIL

« Je suis le départ contenu vers le Pays
J'ai trouvé mon âme remplie de mon âme ».

Mahmoud Darwish, extrait du poème « Ahmad al Arabi » de cité par l'artiste

Introduction

Taysir Batniji, artiste palestinien, est né en 1966 dans la bande étroite de Gaza de 41 km de long et de 6 à 12 km de large au long de la côte orientale de la mer Méditerranée. Ses parents - père et mère¹ -, une partie de sa famille, y vivent encore avec 1,9 millions de Palestiniens². Il a été formé à l'Université nationale An-Najah de Naplouse en Cisjordanie et à École nationale supérieure d'Art de Bourges, en France. Il vit en errance entre la France et la Palestine, car il ne peut se réinstaller à Gaza où subsiste son atelier empoussiéré, ni se rendre en Cisjordanie, la partie orientale de son pays morcelé. Il est un des membres de la diaspora des 6 millions de Palestiniens dispersés dans 132 pays, dont le Liban, la Syrie, l'Égypte, la Jordanie, le plus souvent dans des camps.

Ces faits aident à *comprendre* son œuvre artistique, poétique, philosophique d'une rare qualité et d'une rare beauté.

L'exposition au MAC VAL, musée d'art contemporain du Val-de-Marne à Vitry-sur-Seine (France), qui ouvrira ses portes le 5 mars 2021, a pour titre : « **Quelques bribes arrachées au vide qui se creuse** »³.

L'œuvre présentée au MAC VAL nous apparaît d'emblée marquée au fer rouge par la provenance géographique de l'artiste, l'inscription de traces d'une histoire tragique dans son corps, sa pensée, son âme.

L'intensité de ce travail nous plonge dans la très longue histoire humaine de violence et d'émancipation vécue par le peuple palestinien. C'est le cri d'un vide, d'une privation, d'une absence, d'une résistance, d'une fragilité intolérable liée à un manque de cadre de vie quotidienne et d'existence politique assurés par des droits fondamentaux.

Tout en parcourant l'exposition, comment cheminer ? Une lecture d'un texte du dossier et d'un poème de Darwish cité par l'artiste s'imposent, en nous arrêtant devant l'installation où le sable est déplacé, remué infiniment, et devant une palette de pavés de morceaux de savon friables.

En 2009, le texte co-écrit par Taysir Batniji et sa compagne Sophie Jaulmes, pour la 53^e Biennale de Venise⁴, explique le sens de son travail. Il mérite une lecture approfondie. Notons d'emblée les précisions qu'il apporte : « J'essaie dans mon travail d'interroger le contexte politique, social, culturel, les réalités de mon pays, tout en conservant une distance nécessaire face à l'actualité. Il s'agit principalement d'un engagement artistique, d'un regard personnel, subjectif, poétique ».

Par ailleurs, lorsqu'en 1997, l'artiste dans la trentaine, cite le poème emblématique de Mahmoud Darwish, il nous dit ainsi où se trouve sa *Patrie* : elle est ancrée dans l'intimité de son corps, son

1 Que l'on peut voir dans plusieurs de ses œuvres photographiques.

2 Bien qu'ayant été publiée en 1979, une référence s'impose cependant : Said W. Edward, *La question de la Palestine*, Paris, Sindbad, 1979.

3 Une phrase empruntée à Perec : « Écrire : essayer méticuleusement de retenir quelque chose : arracher quelques bribes précises au vide qui se creuse, laisser, quelque part, un sillon, une trace, une marque ou quelques signes ». (*Espèces d'espaces*).

4 Présentation de l'installation performative *Hannoun (coquelicot, en dialecte palestinien)*.

âme. Il la cherche en réclamant une « identité » (mot du poème de Darwich qu'il reprend). *Son corps, son âme c'est sa Patrie. Sa Patrie c'est son corps, son âme*. Le voyage empêché, qui atteint sa liberté, sa puissance de se mouvoir, lui révèle un voyage continu vers un pays qui est sa Patrie : « moi le pays réincarné/je suis le départ continu vers le Pays. J'ai trouvé mon âme remplie de mon âme (...) » (Darwich).

Ce mouvement vital, vécu par des millions de Palestiniens pour qui *Terre, Pays, Patrie, Corps, Âme* sont un Tout inscrit dans le passé millénaire de cultures qui ont coexisté au Moyen-Orient depuis des siècles. Que le travail artistique de mémoire vise à retrouver, revivifier, sauvegarder, créer.

D'une grande inventivité artistique, la diversité des thèmes abordés rejoint le sort tragique d'un peuple. Les matériaux, techniques multiples utilisées avec habileté et maîtrise (dessins, peinture, photos de son portable transformées, captures d'écran, video, installations, etc.), sont autant de modes d'expression de l'absence, disparition, la recherche de traces. On les trouve dans les aquarelles sur papier Arche, l'encre de Chine, un visage derrière des vitres brisées, des silhouettes, *Pixel* (2010-2011), les portraits de sa mère et de sa famille (*Disruptions*, 2015-2017), les portraits des 177 Palestiniens assassinés lors de la deuxième Intifada (*Sans titre*, 2001-2014), 60 gravures blanches pour la perte d'un frère (*To my Brother*, 2012) rappellent les luttes populaires, le deuil ou un fait personnel, les photos des disparus (*Gaza Walls*, 2001). Les 34 photographies des *Pères* (2006) rappellent la continuité générationnelle.

L'artiste rejoint l'universel d'un peuple inscrit au long terme pour l'ensemble de l'humanité. Ils évoque pour nous, tout autant la violence actuelle inacceptable que les portraits funéraires du *Fayoum* de l'Égypte romaine entre le I^{er} et le IV^e siècle dans les sarcophages et sur les tombes du bassin méditerranéen. Les thèmes de la tempête, de la frontière, l'image de l'ombre d'un corps disparaissant dans le sable, sont autant de métaphores de la disparition où les Palestiniens rejoignent les migrants noyés en mer.

L'oeuvre exige un déplacement et un travail sur nos propres résistances à penser, prendre acte du tragique d'une situation géo-politique qui semble insoluble, comme le sont celles d'autres peuples (ou groupes) sur la planète. Par sa dimension d'une richesse créatrice étonnante, l'oeuvre est au-dessus des impasses, blocages, apories. Lourde de désespérance, elle est une trouée d'espoir.

Comment accepter de voir une oeuvre et que voir ?

Dès lors que l'on accepte de voir l'intolérable et imaginer le danger d'un tel manque, l'impact de l'oeuvre prend toute son ampleur. L'oeuvre tient sa puissance évocatrice un double ancrage dans les abyssales profondeurs de l'histoire humaine et dans l'actualité tragique vécue du plus subjectif au plus collectif d'un peuple.

Pour la spectatrice que je suis, le défi redoutable est d'accepter de regarder l'oeuvre en face, de vivre le choc qu'elle produit, de comprendre et trouver les mots pour parler, écrire. On en sort profondément remuée, bousculée et démunie quand il faut penser non seulement le vide, l'absence mais une politique de violence « extrême », de tentative radicale d'expulsion, de destruction, d'anéantissement, de disparition d'un peuple, en sachant qu'il y a des précédents de l'histoire humaine dans plusieurs lieux de la planète.

Le danger quotidien depuis des années n'est pas un fantasme mais une réalité économique, politique, culturelle de « ce que l'homme peut faire à l'homme » en posant l'exigence de son renversement en liberté, en solidarité entre semblables.

Comment faire ? Une longue imprégnation dans l'oeuvre de Taysir Batniji nous a permis de trouver une voie possible pour la penser : partir d'un triple regard philosophique, des notions de « sans-État »⁵, de « liberté politique de se mouvoir »⁶, et du « desexil de l'exil » explorées durant plus de 40 ans de recherches en philosophie et en théorie politique au regard de la situation des migrants, réfugiés, exilés.

Nous allons découvrir en quoi l'oeuvre de Taysir Batniji, qui réveille l'étonnement devant l'inconcevable, est un fil précieux pour entrer dans le labyrinthe d'une dialectique ouverte entre la contrainte d'être sans-État, la liberté politique de se mouvoir et la lutte du desexil de l'exil. La démarche est un grand défi pour l'imagination, la pensée qui résiste à *voir*, comprendre, décrire des faits de violence inouïe, inventer des mots, des catégories philosophiques, trouver des chemins de résistance dans un labyrinthe tragique.

L'enjeu pour l'artiste et les spectateurs est de sauver la pensée, la philosophie, la politique, la vie, l'espoir.

Qu'est-ce qu'Être sans-État pour un Palestinien aujourd'hui ?

Premier point d'ancrage : Être sans-État. En quoi la question des sans-État est-elle un point d'ancrage philosophique et politique pour saisir le sens d'une privation d'État ? En quoi est-elle le « noyau dur » pouvant aider à comprendre des processus de radicale expulsion du sol, de soi, des lois, du droit, de la politique, du monde, d'anéantissement d'un peuple « superflu » ?

Le témoignage de l'artiste palestinien Taysir Batniji nous fait vivre, au plus profond, le non-sens absurde du statut de devenir « sans-État », privé d'État – de cadre de liberté, de protection, de sécurité et d'appartenance politique - et jeté dans l'errance, l'exil, expulsé de la politique, du monde.

En quoi les Palestiniens sont-ils « sans-État », ce concept du XX^e siècle ? Les territoires palestiniens (bande de Gaza et Cisjordanie) sont, selon certaines études, un « proto-État », fragmenté, troué, ne disposant ni d'un territoire, c'est-à-dire d'un espace géographiquement continu pour abriter une population dispersée, ni d'une souveraineté dans le Moyen-Orient actuel pour assurer un cadre politique, des droits fondamentaux et la liberté philosophique et politique de se mouvoir.

L'embarras lisible dans des textes de droit international, l'impossibilité de « nommer » pleinement un État (avec quels concepts en parler sans ambiguïté ?), parle plus que toutes les démonstrations et dénégations. Un État *de jure* a été reconnu en 2017, par 132 membres de l'ONU (dont ne font pas partie les vieilles puissances) où les autorités palestiniennes ont obtenu un statut « d'observateur » et la participation à certaines instances (UNESCO). En bref, ces âpres stratégies et tactiques ont poursuivi un but : refuser d'accorder au peuple palestinien une place dans le système d'État-nation dominant, un cadre pour leur vie en commun. Les 132 membres ont admis un « proto-État », sans territoire continu ni population reconnue, ni souveraineté de fait. L'embarras désigne à elle seule la crise fondamentale du système d'État-nation affaibli dans le monde du XXI^e siècle qui ressemble à un système « d'États faillis » (*failed States*), et n'est pas à même d'être un cadre politique assurant la sécurité de l'ensemble des humains. La situation du peuple palestinien rend visible une crise plus générale et grave pour la sécurité de la planète.

5 Caloz-Tschopp Marie-Claire, *Les sans-État dans la philosophie d'Hannah Arendt. Les humains superflus, le droit d'avoir des droits et la citoyenneté*, Lausanne, éd. Payot, 2000 ; Caloz-Tschopp Marie-Claire, « Les sans-État « Ni minoritaire, ni prolétaires, en dehors de toutes les lois », *Revue Tumultes*, 2003/2-1-2004 (n° 21-22), p. 215-242.

6 Caloz-Tschopp Marie-Claire, *La liberté politique de se mouvoir. Desexil et création : philosophie du droit de fuite*, Paris, Kimé, 2019.

En considérant les faits depuis l'histoire générale des XIX^e et XX^e siècles, on peut partir de la fameuse trilogie *homeless-stateless-wordless*. Après les austro-marxistes des années 1920, Arendt tourne autour d'une aporie indépassable et de ses conséquences tragiques.

On peut expliquer les sans-État par les concepts, catégories juridiques des anciennes puissances s'appuyant sur l'esprit westphalien du congrès de Vienne (1814-1815), le partage du monde par des politiques de domination impériales de puissances guerrières. On peut constater que le traité de paix de 1919, signant la fin de la Première Guerre mondiale, a été paradoxalement une des bases, non seulement pour légitimer les peuples sans-État, mais permettre les génocides modernes qui ont pris racine dans les génocides coloniaux et impériaux (Namibie, Arméniens).

En résumé, des individus, groupes, minorités, peuples, ont été privés du « droit d'avoir des droits » (Arendt), de statut juridique, politique. Ils sont ainsi devenus « acosmiques », selon ses mots. En étant expulsés d'une place reconnue sur une terre, de leurs droits d'appartenance, de leur rapport au monde, des millions d'humains sont devenus « superflus » (*human superfluity*), précise-t-elle encore. Auparavant, la Révolution française avait consacré la « citoyenneté nationale », effaçant ainsi la pluralité et donc exclu des millions d'humains (esclaves, femmes, peuples) de la révolution.

Les sans-État ont pris une ampleur inédite à l'époque contemporaine avec les apatrides, les minorités flottantes, les peuples ignorés, les camps de concentration, les politiques d'extermination industrielles dans les tranchées, les bombardements, la « solution finale ». Au XX^e siècle, des individus, minorités, peuples ont ainsi été expulsés de l'organisation « territoriale » et « nationale » des États, et même des luttes de classe des sociétés. « Ils ne sont ni des minoritaires, ni des prolétaires, ils sont *en dehors de toutes les lois* », explique H. Arendt⁷. Être sans-État, ce n'est pas seulement être un prolétaire, un citoyen manquant réduit à l'invisibilité, en étant ainsi privé des droits de citoyenneté émancipatrice, c'est « *être en dehors de toutes les lois* », c'est-à-dire hors de toute appartenance politique, hors du monde.

Pour que le statut de sans-État au sens moderne existe, il a donc fallu que l'État soit inventé en tant que « cadre » politique après la dissolution des empires coloniaux dominants. L'État a alors pris la forme de l'État-nation. Il s'est globalisé. Dans la vie moderne qui a commencé avec l'esclavage, la *Conquista*, la prédation coloniale conquérante d'empires guerriers a été relayée aux XIX^e-XX^e siècles par l'émergence du système moderne d'État-nation devenu dominant après les empires, y compris dans les anciennes colonies. Le monde a été coupé en deux : ceux qui disposaient de la protection d'un cadre « étatique » et « national » sur un territoire, et ceux qui en ont été privés. Le critère privatif de la « nation » a chassé, expulsé les « non nationaux » de tous ordres (individus, groupes, minorités, peuples). L'État moderne a instauré par la force la souveraineté territoriale et nationale. Il s'est appuyé sur les théories de la race⁸ pour légitimer la domination, l'expulsion pouvant aller jusqu'à l'anéantissement, la disparition⁹. *Le temps* est devenu le rythme de la domination imposé par les États-nations. *L'espace* a été transformé en territoires quadrillés par des puissances qui ont dessiné des frontières artificielles au cordeau installant des déchirures¹⁰, les populations divisées en « nations » au mépris de leur histoire,

7 Arendt Hannah, *Les origines du totalitarisme*, vol. II, Paris, Points-poche, 1972, p. 253.

8 Voir notamment Guillaumin Colette, *L'idéologie raciste*, Paris, poche, 2000 (1970).

9 Voir à ce propos de ce concept-clé, Caloz-Tschopp Marie-Claire, « Sur le rapport entre torture et migration. Une réflexion philosophique et politique », Perocco F. (dir.), *Tortura et migrazioni*, Sapere L'Europa, Venise, ISSN 2611-9247 – 2611-0040, 2020 (texte en français et en espagnol, en accès libre sur le site : exil-ciph.com).

10 Voir à ce propos, par exemple, l'œuvre du Somalien Nuruddin Farah, dont, *Territoires*, Paris, Le Serpent à plumes, 1986.

culture, des droits individuels des « non nationaux », de la pluralité des peuples, du genre humain. Le phénomène a été accentué dans les lieux du monde de « ceintures de populations mêlées » dans toute leur diversité, comme l'explique encore Hannah Arendt à son époque (Balkans, Inde, Moyen-Orient, etc.). Aujourd'hui, les situations sont devenues encore plus complexes. Pensons aux Houthis du Yémen, aux Gabooye (Midgan) de Somalie, aux Yésidis d'Irak, aux Rohingyas de Birmanie, aux Sarhraouis du Maroc... (liste ouverte).

A l'aube de la modernité, Hobbes avait décrit les rapports politiques par la fameuse formule « l'homme est un loup pour l'homme », en légitimant l'appropriation du cadre de l'État autoritaire et de la souveraineté des individus et des peuples.

Toutes sortes d'artifices ont été installées pour légitimer cette forme moderne radicale de *déshumanisation* accompagnée de discours sur les droits de l'homme, pour que cette folie ait l'air « vraie », qu'elle soit acceptable, consentie. Kant avait pourtant posé les bases de l'hospitalité, du droit de tout individu à appartenir à l'humanité, vu que la Terre, où il n'existait plus de terres inconnues où s'installer sans chasser personne, était un bien commun non appropriable.

La prolifération des camps de réfugiés dans le monde – dont la carte a remplacé celle des camps nazis et staliniens – est un autre lieu d'expulsion, de confinement de millions de sans-État privés de protection. Après les réserves des Indiens d'Amérique, les bantoustans d'Afrique du Sud, la bande de Gaza, qui a été en 1948, un des camps de réfugiés palestiniens¹¹, est aujourd'hui une sorte de caricature du confinement-prison dans l'espace quadrillé d'une partie d'un « proto-État » surpeuplé, sans droits de vie et de survie pour la population (eau, habitations, alimentation, santé, travail, éducation, droits sociaux, droits politiques, etc.).

L'absurdité paradoxale de la situation, dénoncée dès 1948 par des courants minoritaires, est bien qu'un des peuples d'Europe – les Juifs –, au nom de l'émancipation moderne, a été privé d'appartenance politique en Europe, et dans des circonstances historiques données, a été soumis à l'extermination industrielle de masse et qu'il tente à son tour de rayer de la carte un autre peuple. Pour disposer d'une place dans le système d'État-nation après la survie des camps d'extermination, un peuple, installé en État-nation¹², en est arrivé à soumettre un autre peuple à l'apartheid, à la même logique expulsive d'annihilation, d'extermination, de disparition qu'il avait subie.

Le peuple palestinien, est, par excellence, un des peuples, mais pas le seul sur la planète, dont la négation appelle radicalement au renversement de la situation de sans-État, en place reconnue, en appartenance politique assurée par un nouveau cadre politique.

Quand on se replonge dans l'aporie philosophique et politique de la situation de sans-État, l'inconcevable, la révolte, la désespérance surgissent. On s'affronte à la négation radicale d'existence, de liberté, l'imposition d'une présence-absence, d'une privation radicale, d'une politique de disparition qui traverse non seulement le XX^e siècle, mais, sous des formes diverses, la très longue histoire de l'humanité pour tant d'individus, de minorités, de peuples, dont certains ont été effacés de la planète par des politiques d'extermination, de génocides : Indiens, Arméniens, Tsiganes, juifs, peuples africains, asiatiques, kurdes, sri-lankais, etc.

Depuis 1948, le peuple palestinien est donc soumis à n'être qu'un « proto-État », cadre politique démembré, territoire exsangue et discontinu, troué comme un morceau de Gruyère, qui évoque l'*Enfer* de Dante. Il est littéralement entassé, privé de la survie, d'appartenance politique, de

¹¹ Durant la guerre (1948) approximativement 700.000 palestiniens prennent la route de l'exil. Des camps de réfugiés sont construits en urgence en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, au Liban et se crée l'UNRA du HCR-ONU. Source : Wikipedia, article *Réfugiés palestiniens* (consulté le 10 mai 2020).

¹² Ça n'a pas été le cas des Tsiganes.

souveraineté, de liberté. Condamné à l'immobilité du corps et de la pensée, des liens, des relations. Son âme est prisonnière, ce que montre bien Taysir Batniji quand il photographie les antennes dans le ciel de Gaza. La logique de mort est au creux d'une vie figée par la domination guerrière. Qui peut savoir exactement ce qui se passe dans la bande de Gaza, avec une politique d'information basée sur le déni, le mensonge politique permanent et l'imposition de mesures quotidiennes cruelles (eau, électricité, santé, nourriture, logement, travail, infrastructures, routes, libertés politiques, etc.) qui évoquent la culture politique des camps déjà présente pour des millions de Palestiniens au Liban et que l'on retrouve dans le parcage infra-humain des réfugiés ? La bande de Gaza est un des spectres des camps qui désigne un avenir sans avenir pour des millions de sans-État de fait. Ceux-ci rejoignent les millions de réfugiés dans des camps aux frontières de l'Europe, des États-Unis, d'Australie. Spectres, non seulement du passé mais de l'avenir.

Taysir Batniji nous montre aussi une distinction fondamentale pour le présent et le futur de l'ensemble du monde : *être sans-État, ce n'est pas être apatride. Être sans-État, ce n'est pas être sans Patrie.* L'aspiration à la *Patrie* est l'acquis d'une lutte constante, intime, subjective, politique. Elle ne se réduit pas à enfermer l'aspiration de liberté dans un État-nation mais dans une Patrie qui, pour l'artiste s'appuyant sur le poète Darwich, est son propre corps, son âme, celle d'un peuple. La Patrie ne peut donc être située dans le système d'État-nation dominant, fragilisé, sécuritaire, obsolète. La profondeur de l'aporie du système d'État-nation est basée sur l'expulsion, l'anéantissement. La logique nihiliste, guerrière, ne peut plus être la règle incontestée de la domination cynique qui devient suicidaire pour l'ensemble des populations du monde. Elle en appelle à son contraire complexe, à être dépassée, déplacée dans un monde globalisé. Le phénomène des nombreuses diasporas dans le monde suffit à le montrer. Les millions d'errants exilés en fuite, sans appartenance aussi.

Considérer ensemble *Terre, Patrie, Corps, Âme*, amène Taysir Batniji, à ancrer sa démarche artistique non dans un pouvoir de la force, mais dans une philosophie de *la liberté politique de se mouvoir avec ses pieds, avec sa tête (liberté de penser)* qui ouvre l'horizon d'une résistance-création artistique, philosophique, poétique. Il est possible, en effet, d'interpréter ce mouvement comme la recherche ouverte d'une sortie incertaine de l'impasse, ne se situant pas dans une approche des rapports de force guerrier, mais déplaçant la réflexion, la création, en distinguant la puissance d'agir de la *force*.

La liberté politique de se mouvoir

On en arrive au deuxième point d'ancrage : la liberté politique de se mouvoir, et son examen dans l'œuvre présentée. Une trouvaille est cachée derrière la scène des sans-État et des exilés de la planète. Les politiques de confinement actuelles liées à la situation sanitaire du Covi19 et aussi aux politiques sécuritaires vis-à-vis des populations en fuite du monde contemporain en arrive à devoir (re)trouver quelque chose de fondamental qui a été enfoui : la liberté politique de se mouvoir, de bouger avec ses pieds, sa tête : de vivre.

Poursuivre, chasser ou abandonner les millions de migrants racisés, refuser d'instaurer des lois sur la migration et le droit d'asile, dénier l'hospitalité, le droit au mouvement des millions d'humains obligés de fuir, les exploiter dans des conditions infra-humaines, les enfermer, les expulser, les conduire vers la mort en bloquant les frontières (Frontex), est en fait refuser à des millions d'humains « *la liberté politique de se mouvoir* », de fuir pour sauver et vivre leur vie, disposer des droits fondamentaux et du droit d'appartenance politique pouvant assurer la sécurité de base à tout humain quel qu'il soit. Le desexil de l'exil est le mouvement incessant de résistance à la disparition que montre la fuite des exilés.

En 2003, dans la vidéo « Départ », Taysir Batniji évoque non seulement la situation sans issue des Palestiniens, mais « *l'errance migratoire* contemporaine » (mots de l'artiste). L'artiste évoque le « mouvement de va-et-vient »... avec des lieux d'entre-deux et aussi un entre-lieu, la mer, où l'on peut percevoir aujourd'hui des corps flottants. En clair, il traduit la résistance du « desexil de l'exil » en « liberté politique de se mouvoir » qui est un droit fondamental pour tout humain dans son corps et sa pensée.

L'artiste inscrit d'ailleurs dans deux de ses œuvres l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « *Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien et de revenir dans son pays* ». Le moulage du fameux article dans du chocolat suisse pour une exposition en 2007 à la Villa Bernasconi, à Lancy près de Genève, puis le même texte gravé dans du savon de Marseille (2013) rappelle que « l'homme ne vit pas seulement de pain » (titre de ces œuvres). Que l'enjeu est plus vital en quelque sorte. L'usage de matières pérennes, avec celle inlassable du sable, indique à la fois la Terre instable et le mouvement enfoui dans une impermanence qui est condition de vie.

Précisons d'emblée que la liberté politique de se mouvoir n'est pas assimilable à la liberté de circulation individuelle par quotas du marché, comme je m'en explique dans l'essai de 2019. La référence de l'énoncé de l'article 13 de la Déclaration pourrait induire une ambiguïté : confondre la « libre circulation », la « mobilité » entendue au sens économique des lois du marché du travail, des biens, des capitaux et la liberté politique de se mouvoir. Pour Taysir Batniji, inscrire un tel article dans son œuvre n'induit cependant pas la confusion entre mobilité et liberté politique de se mouvoir. Sa réflexion philosophique, où il rejoint le Kant des Lumières, désigne « la dépossession collective de la terre » et l'immobilisation, qui en appelle à la liberté politique de se mouvoir.

À cette étape, ses travaux expriment en effet « la frustration face à l'itinérance contrainte », mais comme il l'explique très bien : surtout « l'immobilisation subie par les Palestiniens, l'impossibilité de maîtriser l'espace et le temps. Cette dépossession personnelle d'un chez-soi fait écho à la dépossession collective de la terre » (2014).

Le desexil de l'exil : s'arracher à l'exil

On en arrive au troisième point d'ancrage : le desexil de l'exil¹³, ou la résistance, la création pour s'arracher à l'exil. La dépropriation de la terre s'accompagne de celle de deux piliers philosophique et politique : l'espace et le temps, catégories philosophiques (Kant) fondamentales de vie intime (corps, affectivité, pensée) et commune. Affirmer le droit au temps et à l'espace, c'est se donner les conditions pour installer le desexil, affirmer la liberté politique de se mouvoir, l'exercer en ouvrant une « fenêtre en voyage » (1999). Taysir Batniji photographie des antennes dans le ciel au-dessus de Gaza (2001-2004). Le ciel est ouvert. Dans la photo s'affirme le désir d'horizon de liberté, dans la prison à ciel ouvert qu'est ce lieu surpeuplé. L'œuvre devient ouvertement œuvre de résistance et de création philosophique. « Transit » (2003-2004), esquisser (12 magnifiques dessins), filmer furtivement Rafah, lieu de passage entre l'Égypte et Gaza, ce qui est interdit, indique la « tentative de contre-information » de l'artiste devenu vidéaste, pour décrire « les conditions de la difficile, voire de l'impossible mobilité des Palestiniens », leur perpétuelle attente et la frontière fermée, bombardée. L'art devient résistance créatrice.

Son œuvre d'une grande beauté dévoile sa philosophie du vide, de l'absence, de la destruction, de l'errance, de l'exil imposé par l'assujettissement d'un peuple et la lutte de l'artiste que l'on peut

13 Voir à ce propos le programme de recherche développé sous ma responsabilité dans le cadre du Collège international de Philosophie entre Genève et Paris (2010-2019). Matériaux, publications sur le site : exil-ciph.com

appeler, avec d'autres exilés, le *desexil de l'exil* : refuser, résister, s'arracher à l'exil. C'est un long cri de survie, de liberté, de solidarité, d'humanité. Un geste d'affirmation positive de l'humain repris inlassablement dans le vertige des destructions.

Depuis la longue histoire humaine, en particulier du Moyen-Orient et l'actualité tragique des millions de Palestiniens dispersés, ce qui ouvre l'horizon, c'est la création artistique inlassable d'une existence de desexil, de liberté possible, impliquant de résister au plus intime dans son corps, de son âme, au vide, à l'anéantissement, à la non reconnaissance de la vie, de la liberté d'un peuple. L'art est cette traversée inlassable de funambule, à la recherche de la parole perdue et retrouvée. Là, il rejoint d'autres artistes, des Kurdes, des exilés¹⁴.

Pour conclure

Pour conclure la traversée, arrêtons-nous devant une œuvre de 2014, après avoir compris, en nous inspirant, par exemple, des luttes indiennes du peuple Paez de Colombie qui ont un point commun avec le peuple Palestinien¹⁵ : la Patrie est un espace où peut se vivre une *relation* en commun et non un territoire clôturé par les frontières et gardé par des militaires.

Sur 1 500 morceaux de savon installés sur une palette (pavés rappelant autrement la lutte des pierres ?), l'artiste a fait graver, en arabe, l'expression « No condition is permanent », un adage courant dans les pays arabes quand on s'affronte à une situation difficile. Taysir Batniji, loin de céder au déterminisme, en reprenant cette trace de la culture de son peuple, souligne l'interprétation commune : « *la peine ne durera pas* ».

Le spectateur a donc foi en des jours meilleurs, en un changement possible. Il est invité par l'artiste à quitter l'exposition en prenant dans ses mains un pavé fragile, friable. Il devient ainsi protagoniste, jour après jour, du mouvement du *desexil de l'exil*.

Marie-Claire Caloz-Tschopp, Genève, le 30 avril 2020.

14 Voir par exemple les travaux du sociologue kurde Engin Sustam, *Art et Subalternité Kurde : L'émergence d'un espace de production subjective et créative entre violence et résistance en Turquie*, l'Harmattan, Paris, 2016, (Art and Kurdish Subalternity between violence and resistance) ; voir aussi, Oya Baydar, romancière turque exilée, *Parole perdue*, Paris, 10-18, 2010.

15 Où le territoire est *relation*. Voir Maria-Teresa Findji, *TIERRA O TERRITORIO. De los « Mapas parlantes » a la construcción de nuevas territorialidades en Colombia* (texte de l'auteur publié sur le site : exil-ciph.com), avril 2020.